

# Le pessimisme français

LA CHRONIQUE DE

**LENA  
KOLARSKA-BOBIŃSKA**  
(Varsovie)



Lorsque j'ai participé il y a quelques jours à Paris à une conférence consacrée à l'avenir de l'Europe, j'ai été frappée par l'immense pessimisme de mes interlocuteurs français. Ils considéraient que l'Europe n'avait pas d'avenir politique, que, de toute façon, la Constitution européenne ne serait pas ratifiée et que l'attitude d'hostilité à l'égard de l'Europe et de l'économie de marché sur notre continent était en progression. Ils soutenaient qu'en France les partis politiques réfléchissaient à renationaliser les diverses politiques communautaires et que la société française, lassée des élargissements successifs, s'éloignait de l'idée européenne. Régnait aussi la conviction que les Polonais et d'autres nouveaux membres de l'Union étaient hostiles à l'intégration. Ces divagations m'ont surprise par leur pessimisme et par leur éloignement par rapport à notre réalité. Les sociétés européennes ont-elles vraiment délaissé l'Union ? Le pessimisme, qui domine en France depuis le « non » au référendum constitutionnel, a-t-il un impact sur la façon de percevoir les autres pays et l'atmosphère qui règne en Europe ?

Je consulte régulièrement depuis plusieurs dizaines d'années les résultats de l'Eurobaromètre, ces études d'opinion réalisées dans tous les pays de l'Union. Je constate que le soutien à l'Union se maintient constamment, ces six dernières années en particulier. En moyenne, 53 % des habitants de l'Union soutiennent la participation de leur pays à l'Union. Dans des pays comme la Grande-Bretagne ou l'Autriche, ce soutien est plus faible ; dans d'autres, l'Irlande ou les Pays-Bas, il est plus élevé, mais globalement le soutien en

faveur de l'intégration européenne ne diminue pas. Le niveau d'hostilité et d'opposition n'est pas en augmentation non plus – ces sentiments sont partagés depuis des années par environ 27 % des enquêtés. Pour près de la moitié des Européens, l'image de l'Union reste positive. Nous constatons la même confiance à l'égard de la Commission européenne ou du Parlement européen. Mieux encore, la politique étrangère, par exemple, obtient le soutien de plus des deux tiers des Européens. Dans les nouveaux Etats membres, l'adhésion varie. Le soutien est supérieur à la moyenne en Pologne, en Lituanie et en Slovaquie, mais plus faible en Hongrie. En Pologne, d'ailleurs, la confiance progresse depuis trois ans. Le gouvernement polonais est eurosceptique mais les gouvernements disparaissent lorsque leurs politiques s'écartent trop des convictions de leur opinion publique.

D'où vient alors cette idée que les sociétés européennes tournent le dos à l'Union ? L'Europe doit certes résoudre beaucoup de problèmes et répondre à de nombreux défis. Si elle est en crise, ce sont surtout les élites et non les sociétés qui y sont pour quelque chose. Le « non » au référendum constitutionnel en France et aux Pays-Bas a été la réaction de sociétés aux problèmes internes de ces pays. En outre, ce « non » a été la conséquence de l'élargissement de 2004. Mais ce sont surtout les élites qui n'ont pas préparé les sociétés. Elles n'ont pas informé suffisamment de la situation dans les pays d'Europe centrale et orientale et n'ont pas dit que ces pays se développaient très rapidement. Les Français, ignorant les avantages de l'élargissement, étaient donc dominés par la peur que les Polonais ou les Slovaques puissent menacer l'économie et l'ordre social en France.

La crise constitutionnelle n'est pas une crise d'intégration ni une preuve que l'Union s'est éloignée de ses concitoyens. La France, jusqu'alors leader de l'intégration, a perdu de son élan. Ce sont ses élites qui doivent changer. Au lieu de dire que « l'Union n'a pas d'avenir », elles devraient chercher à convaincre les sceptiques.

LENA KOLARSKA BOBIŃSKA est professeur de sociologie. Elle dirige à Varsovie l'Institut des affaires publiques.